

Le 27 mars, lors de la 48^{ème} session du Congrès, le débat d'urgence « Révocations de maires en Türkiye » a abouti au vote d'une déclaration invitant la Türkiye à abolir la pratique de destitution des maires, et à libérer les personnes actuellement détenues, y compris le maire d'Istanbul İmamoğlu et le maire de Van, membre du Congrès.

Très animé, le débat d'urgence « Révocations de maires en Türkiye » a opposé certains délégués turcs, membres du parti gouvernemental, à leurs collègues de l'opposition, présents dans l'Hémicycle et soutenus par tous les autres membres du Congrès participants à la discussion qui ont condamné le détournement progressif de la Türkiye des principes de l'Etat de droit, de la démocratie et des Droits humains.

Le corapporteur pour le Bureau du Congrès qui a initié le projet de Déclaration, David Eray (Suisse, R, PPE/CCE) a rappelé qu'il y a un an le Congrès avait rédigé un rapport et un projet de Feuille de route pour répondre à des problèmes de démocratie locale en Türkiye, mais à ce jour les autorités turques n'ont toujours pas donné suite, ni répondu à la proposition de feuille de route du Congrès. « C'est par ailleurs, une des raisons pour laquelle nous n'avons pas pu inclure la position des pouvoirs turcs dans la déclaration que nous soumettons au vote aujourd'hui », affirma David Eray en réponse aux membres du Congrès de Türkiye qui ont pris la parole pour dénoncer « une position trop subjective adoptée par la déclaration ne tenant pas compte des arguments du gouvernement actuel. »

Citant les principes avec lesquels Kemal Atatürk avait fondé la république de Türkiye, David Eray a regretté leur mise en péril par le gouvernement actuel qui porte un préjudice grave à la démocratie locale et aux droits humains en destituant le maire d'Istanbul. Elu par des millions de votants, aujourd'hui le maire İmamoğlu se voit privé de son diplôme universitaire et placé en détention provisoire pour direction d'une organisation criminelle. Le Président du Congrès a qualifié ces actions d'atteinte à la démocratie, car le moment choisi pour les réaliser – juste avant l'élection désignant M. İmamoğlu candidat aux prochaines élections présidentielles – met en doute la crédibilité des accusations portées contre lui.

« La Türkiye doit faire vite machine arrière ! », affirma la corapporteuse de Royaume-Uni Bryony Rudkin (L, SOC/V/DP) rappelant également l'arrestation du membre du Congrès Abdullah Zeydan, Maire de Van, traduit en justice devant le tribunal de Diyarbakir et accusé de collaboration avec des organisations terroristes.

Un délégué turc a exhorté le Conseil de l'Europe et ses Etats-membres à se montrer intransigeant vis-à-vis des violations des droits démocratiques et des droits humains en Türkiye sans céder aux chantages sécuritaires. Les délégués des quatre coins de l'Europe ont exprimé leur solidarité avec ce point de vue se déclarant profondément préoccupés face aux signes manifestes de dégradation des conditions de travail des élus locaux et régionaux et à l'affaiblissement des libertés fondamentales et de l'Etat de droit en Türkiye. La membre suédoise Jelena Drenjanin (PPE/CCE) a souligné que la manière dont le gouvernement actuel turc traite son opposition politique compromet l'avenir européen de la Türkiye et son statut d'Etat candidat à l'adhésion à l'UE.

« Des centaines de femmes violées et des enfants kidnappés dans la région de Diyarbakir, cela nous vous suffit-il pas pour comprendre la menace réelle que représentent les organisations terroristes en Türkiye et ceux qui collaborent avec ? » s'indigna un membre turque se référant notamment à l'arrestation du maire de Van, Abdullah Zeydan. A cet argument un nombre de participants ont répondu qu'abuser de l'argument de la menace terroriste est une manière grave de se servir des enjeux sécuritaires pour combattre l'opposition. Bernd Vöhringer (Allemagne, PPE/CCE) et d'autres ont souligné que puisqu'il s'agit de plus d'une centaine de révocations de maires depuis 1994, il est impossible de ne pas y voir une tendance confirmée à la répression de l'opposition politique en Türkiye.

Applaudi par un standing ovation, le délégué jeune de Türkiye Enes Hocaogullari a raconté son expérience personnelle des manifestations dans les rues d'Istanbul et des brutalités subies par les manifestants de la part de la police. « Investissez dans la jeunesse turque pour investir dans la démocratie en Europe ! », a-t-il lancé aux membres du Congrès.

Dans la déclaration adoptée par une écrasante majorité de délégués, il est affirmé que le Congrès organisera dès que possible une visite d'information en Türkiye, sollicitant des rencontres en personne avec des maires détenus, y compris le maire İmamoğlu et le maire de Van, membre du Congrès, afin d'aborder les préoccupations urgentes de violation des règles démocratiques et des droits humains en Türkiye.